



L'alimentation Scolaire

**dans la Coopération
Sud-Sud Brésilienne
et dans D'autres
Initiatives de la
Politique Étrangère
du Pays**

L'alimentation Scolaire

dans la Coopération
Sud-Sud Brésilienne
et dans D'autres
Initiatives de la
Politique Étrangère
du Pays

Septembre, 2025



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION

MINISTÈRE DES
AFFAIRES
ÉTRANGÈRES



Fiche Technique

Organisation:

Agence brésilienne de coopération – ABC/MRE
Fonds national pour le développement de l'éducation – FNDE/MEC

Partenaires:

Ministère du développement agraire et de l'agriculture familiale – MDA
Ministère du développement et de l'assistance sociale, de la famille et de la lutte contre la faim – MDS
Centre d'excellence contre la faim du Programme alimentaire mondial – CdE/PAM
Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud – UNOSSC
Fonds international de développement agricole – FIDA
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO
Programme des Nations unies pour le développement v PNUD

Elaboration:

Cecilia Malaguti do Prado
Karine Silva dos Santos
Paola Barreiros Barbieri
Riffat Rego Iqbal

Maria Sinedes Neres

Mariana Ferreira do Sacramento
Miriam Oliveira
Monica Alves
Najla Veloso
Palova Souza
Rafaela Lamounier
Roseli Zerbinato
Saulo Ceolin
Sávio da Silva Costa
Vinicius Limongi
Wolney Matos de Andrade

Révision du document:

Adriana Maia da Silva
Alessandra Ambrosio
Claudia Caçador
Daniel Furst
Daniela Costa
Felipe Leal Albuquerque
Ines Tofalo
Janaina Plessmann
Julio Worman
Laiane Tavares de Rezende
Laura Dellamonica
Leticia do Valle
Luciano Milhomem

Traduction:

Daniel Alves (Espagnol)
Mohammed Hadjab (Français)
Letícia Lopes (Anglais)

Mise en page:

Sense Design & Comunicação

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Brève Historique de la Coopération Sud-Sud Brésilienne en Matière D'alimentation Scolaire | 4 |
| Activités et Résultats des Partenariats de Coopération Sud-Sud Trilatérale en Alimentation Scolaire | 11 |
| Le Brésil à L'Honneur: Coopération Sud-Sud et Initiatives Internationales en Alimentation Scolaire | 17 |
| Chronologie de L'alimentation Scolaire dans la Coopération Sud-Sud Brésilienne et dans la Politique Étrangère du Pays | 22 |
| À Propos des Partenaires | 26 |



1

Brève Historique de la Coopération Sud-Sud Brésilienne en Matière D'alimentation Scolaire

L'origine de la coopération Sud-Sud en matière d'alimentation scolaire remonte au programme brésilien connu sous le nom de « Fome Zero (Faim Zéro) », l'une des initiatives les plus emblématiques du Brésil pour lutter contre la faim, l'insécurité alimentaire et promouvoir l'inclusion sociale. Lancé officiellement en janvier 2003, lors du premier mandat du président Luiz Inácio Lula da Silva, le programme visait à intégrer les politiques publiques, à mobiliser la société et à promouvoir des transformations structurelles afin de garantir le droit humain à une alimentation adéquate. Son objectif principal était d'éradiquer la faim au Brésil, en veillant à ce que toutes les familles aient accès à une alimentation digne.

Le programme Faim Zéro cherchait à contribuer à la lutte contre la faim par le biais de l'agriculture familiale, de la promotion de l'accès au crédit,

de l'assistance technique et de la fourniture d'intrants aux petits producteurs. Autrement dit, cette stratégie était structurée à travers des actions coordonnées et intégrées pour favoriser un développement rural plus juste et durable, tout en renforçant le rôle de l'agriculture familiale dans l'économie brésilienne.

Dans le cadre de cette stratégie, un véritable écosystème de politiques publiques a donc été créé, où le Programme d'achat d'aliments (Programa de Aquisição de Alimentos – PAA) se distingue comme un jalon important. Ce programme a introduit une approche innovante en promouvant la sécurité alimentaire tout en renforçant l'agriculture familiale.

Cette expérience réussie a ouvert la voie à l'introduction des achats publics auprès de l'agriculture familiale pour les écoles, via le Programme national d'alimentation scolaire (Programa Nacional de Alimentação Escolar – PNAE), ainsi que pour d'autres structures publiques telles que les hôpitaux, les crèches et les organismes d'aide sociale.

Un autre axe que le programme Faim Zéro a intégré concerne l'éducation alimentaire et nutritionnelle. Des campagnes de sensibilisation, la formation d'agents communautaires et des actions dans les écoles ont visé à transformer la manière dont les individus perçoivent et vivent leur relation à l'alimentation.

Le programme Faim Zéro a rapidement produit des résultats significatifs et est devenu une référence internationale dans la lutte contre la faim. Parmi ses principaux impacts figurent l'élargissement de l'accès à une alimentation scolaire de qualité pour des millions d'enfants à travers le pays, ainsi que la valorisation et le renforcement de l'agriculture familiale, avec une augmentation des revenus et de la production locale.

Dans ce contexte, la création en 2004 de la Coordination générale des actions internationales de lutte contre la faim (CGFome) au sein du ministère des Affaires étrangères (MRE) a marqué la volonté du Brésil de partager à l'international ses expériences et politiques publiques de lutte contre la faim et la pauvreté, notamment par le biais de la coopération Sud-Sud. Le renforcement des programmes d'alimentation scolaire dans les pays du Sud global faisait partie intégrante de cette stratégie. Des organismes internationaux tels que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation

Des campagnes de sensibilisation, la formation d'agents communautaires et des actions dans les écoles ont visé à transformer la manière dont les individus perçoivent et vivent leur relation à l'alimentation.



et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont joué le rôle de partenaires stratégiques du gouvernement brésilien dans la mise en œuvre de ces actions de coopération.

À partir de 2005, le Brésil a commencé à recevoir des demandes de coopération technique visant le renforcement des programmes d'alimentation scolaire, provenant de pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de nations africaines lusophones.

L'Agence brésilienne de coopération (ABC), créée en 1987 pour coordonner la coopération technique du Brésil vers l'étranger et de l'étranger vers le Brésil, a ensuite également pris en charge la coordination de la coopération humanitaire. L'Agence brésilienne de coopération (ABC), créée en 1987 pour coordonner la coopération technique du Brésil vers l'étranger et de l'étranger vers le Brésil, a ensuite également pris en charge la coordination de la coopération humanitaire. À partir de 2006, l'ABC est devenue un partenaire important de la CGFome pour la structuration de la coopération Sud-Sud (CSS) en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), ayant l'alimentation scolaire comme l'une de ses principales composantes. Dès le départ, les initiatives de CSS en alimentation scolaire ont impliqué le Fonds national pour le développement de l'éducation (FNDE), un organisme autonome rattaché au ministère de l'Éducation et chargé de la gestion du Programme national d'alimentation scolaire (PNAE). Le FNDE est le principal organisme brésilien partenaire dans ce domaine, intervenant tant sur le plan technique que financier.

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud brésilienne coordonnée par l'ABC, les initiatives structurées en matière d'alimentation scolaire ont débuté, avec le soutien opérationnel du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), sous forme bilatérale avec São Tomé-et-Principe (2007). Dans les années suivantes, des initiatives ont été mises en place avec le Cap-Vert et la Bolivie (2008), le Timor oriental (2011) et, quelques années plus tard, le Suriname (2018).

À partir de 2008, le gouvernement brésilien a reconnu que l'articulation avec des organismes internationaux spécialisés, tels que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que le renforcement des actions en partenariat avec le PNUD, constituait une voie stratégique pour accroître l'ampleur et la légitimité des actions de coopération internationale. Cette même année, un accord de coopération trilatérale a été signé avec la FAO.

Ainsi, en 2009, le premier projet de coopération Sud-Sud trilatérale (CSST) en alimentation scolaire avec la FAO a été lancé, avec un focus prioritaire sur l'Amérique latine et les Caraïbes. La même année, la loi n° 11.947/2009 a été promulguée au Brésil, réglementant l'alimentation scolaire dans le pays et servant désormais de référence pour les pays du Sud global. La législation brésilienne a introduit des innovations significatives, telles que le renforcement du contrôle social, l'éducation alimentaire et nutritionnelle, l'obligation de consacrer au moins 30 % des ressources fédérales à l'achat de denrées provenant de l'agriculture familiale, entre autres, suscitant un large intérêt de la part des pays partenaires.



En 2010, le Brésil, par l’intermédiaire de l’ABC et du FNDE, a conclu avec le Programme alimentaire mondial (PAM) un accord pour la création d’un Centre d’excellence contre la faim, inauguré en 2011 à Brasilia. Avec le soutien technique et financier du gouvernement brésilien, le Centre est devenu un acteur du renforcement d’une génération de programmes durables d’alimentation scolaire dans le Sud global, avec un accent particulier sur les pays d’Afrique et d’Asie. En 2010, le Brésil et le PAM ont également signé un protocole d’entente avec le Mozambique, destiné à soutenir la mise en œuvre du Programme national d’alimentation scolaire mozambicain, connu sous le nom de PRONAE, marquant le début des actions de coopération avec ce pays.

Avec l’établissement des partenariats trilatéraux avec la FAO et le PAM, à partir de 2011, l’intérêt des pays du Sud pour le Programme national d’alimentation scolaire (PNAE) du Brésil s’est intensifié. Ce mouvement a conduit à la réalisation de multiples missions étrangères au Brésil, visant à observer sur le terrain l’organisation institutionnelle et la gouvernance intersectorielle du programme. La même année, le Brésil a établi un partenariat avec le PNUD afin d’élargir et de renforcer les actions déjà en cours avec la FAO et le PAM.

Il convient également de mentionner deux initiatives trilatérales conclues en 2013 : l’une avec la FAO, visant à soutenir le renforcement des programmes d’alimentation scolaire dans des pays africains, et l’autre avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et le gouvernement des États-Unis, par l’intermédiaire de l’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), destinée à intervenir au Mozambique dans le cadre de son programme d’alimentation scolaire, en complément des actions déjà initiées dans le cadre du partenariat Brésil-PAM dans ce pays.



La même année, et toujours dans le cadre du partenariat avec le PAM, il convient de souligner la tenue du Forum mondial sur la nutrition des enfants (Global Child Nutrition Forum - GCNF) à Bahia, qui a réuni plus de 250 délégués étrangers pour discuter des aspects liés à la nutrition dans les programmes d'alimentation scolaire.

Toujours avec le Programme alimentaire mondial (PAM), a été lancé en 2014, pour une durée jusqu'en 2017, le projet « Permettre des politiques de capacité et de sécurité alimentaire en Afrique – Valoriser les expériences et connaissances du Brésil », financé par le Royaume-Uni. L'objectif était d'améliorer la sécurité alimentaire dans les pays africains, par le biais de la promotion de l'alimentation scolaire liée à l'agriculture familiale. Une autre initiative avec le PAM, également lancée en 2014 et financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, a été intitulée « Série Politiques Sociales ». Cette action s'est concentrée sur l'étude de l'expérience brésilienne dans la lutte contre la faim et la pauvreté, à travers les programmes de protection sociale reposant sur les achats publics issus de l'agriculture familiale, tels que le PAA et le PNAE.

Parmi les visites organisées au Brésil, il convient de souligner la mission de haut niveau de représentants de l'Union africaine, réalisée dans le cadre du partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM) en 2015. Cette expérience a contribué à l'élaboration, en 2016, de normes stratégiques pour le continent africain, visant à intégrer l'agriculture familiale à l'alimentation scolaire, constituant ainsi une combinaison stratégique pour renforcer la sécurité alimentaire ainsi que le développement rural et éducatif. La Journée africaine de l'alimentation scolaire a également été officiellement instituée par l'Union africaine, le 1er mars, comme date commémorative destinée à promouvoir ces programmes sur le continent.

En 2016, la CGFome (Coordination générale contre la faim) a été dissoute et ce n'est qu'en 2023, sous la présidence actuelle de Luiz Inácio Lula da Silva, qu'a été créée au sein du ministère des Affaires étrangères (MRE) la Coordination générale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CGSAN), avec des attributions similaires à celles de l'ancienne CGFome. La CGSAN agit en étroite synergie avec l'ABC, conduisant des actions liées à la politique étrangère brésilienne en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris l'alimentation scolaire.

Les partenariats établis avec des organismes internationaux pour la promotion de l'alimentation scolaire ont joué un rôle fondamental dans la coopération Sud-Sud trilatérale (CSST) brésilienne, générant des résultats significatifs, directs et indirects, tant pour le Brésil que pour les programmes d'alimentation scolaire dans divers pays du Sud global. Parmi les exemples concrets, on peut citer la création, en 2018, du Réseau d'alimentation scolaire durable (RAES), dans le cadre de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui dispose du secrétariat exécutif de la FAO, ainsi que le renforcement du cadre réglementaire relatif à l'alimentation scolaire dans les pays partenaires avec l'appui des organismes internationaux.

En 2023, une autre initiative importante a été lancée dans le cadre du partenariat avec le Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC), avec la participation des gouvernements de la République du Congo et du Brésil. Le projet, mis en œuvre par le Programme alimentaire mondial (PAM) et financé par le Fonds Inde-Brésil-Afrique du Sud pour la lutte contre la faim et la pauvreté (Fonds IBAS), a pour objectif de renforcer l'alimentation scolaire et l'agriculture familiale du partenaire africain, en mettant l'accent sur les achats institutionnels. Du côté brésilien, participent l'ABC et le FNDE, ainsi que le ministère du Développement agricole et de l'Agriculture familiale (MDA), tandis que du côté congolais, participent les deux institutions sectorielles homologues.

La coopération Sud-Sud trilatérale (CSST) cherche de plus en plus à travailler de manière intégrée avec les organismes internationaux, dans le but d'identifier des synergies et de maximiser les avantages comparatifs de chaque partenaire. À titre d'exemple, le gouvernement brésilien négocie conjointement avec les agences des Nations unies basées à Rome (FAO, FIDA, PAM) un document programmatique commun visant à renforcer le lien entre l'alimentation scolaire et l'agriculture familiale dans des pays pilotes d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'en Afrique. Dans le même esprit de coordination et de rationalisation des efforts dans la région, une force opérationnelle a été créée, coordonnée par l'ABC et composée de représentants du gouvernement brésilien, du secrétariat du RAES, de la FAO et des bureaux régionaux du PAM, ainsi que du Centre d'excellence contre la faim du PAM.

Au-delà des initiatives spécifiques de coopération Sud-Sud, la thématique de l'alimentation scolaire a acquis une place de plus en plus centrale dans la politique étrangère brésilienne, à travers des initiatives stratégiques plus larges, telles que la Coalition pour l'alimentation scolaire, créée en 2021 et coprésidée par le Brésil, la France et la Finlande, ainsi que l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, créée en 2024 sous la présidence brésilienne du G20. Ces efforts contribuent à étendre la portée internationale des expériences brésiliennes et réaffirment l'engagement du pays en faveur de la promotion du droit humain à l'alimentation et des Objectifs de développement durable.

En 2025, le Brésil accueille la IIe Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire dans la ville de Fortaleza, dans l'État du Ceará, constituant un jalon national et mondial pour l'alimentation scolaire.





2

Activités et Résultats des Partenariats de Coopération Sud-Sud Trilatérale en Alimentation Scolaire

Sont ci-après présentées les activités et résultats des partenariats établis dans le cadre de la coopération Sud-Sud trilatérale (CSST) en alimentation scolaire, entre le gouvernement brésilien et les organismes internationaux partenaires.

Brésil-FAO (depuis 2009)



ACTIVITÉS:

- Promotion de dialogues et d'échanges pour la construction conjointe de l'agenda régional de l'alimentation scolaire.
- Organisation de visites techniques au Brésil, composées de membres des gouvernements et des bureaux de la FAO des

pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), afin de découvrir sur le terrain l'expérience du PNAE et de favoriser le partage de connaissances.

- Réalisation de missions techniques d'experts brésiliens et de la FAO dans les pays de l'ALC pour échanger des informations sur leurs programmes d'alimentation scolaire.
- Organisation de formations présentielle et virtuelles destinées aux professionnels travaillant dans le domaine de l'alimentation scolaire, certaines incluant des phases pratiques de perfectionnement (stages).
- Élaboration, systématisation, édition et traduction de publications techniques, telles que des études, rapports et recherches, visant à renforcer les politiques d'alimentation scolaire dans les pays de la région et à diffuser les bonnes pratiques.



RÉSULTATS:

- Élaboration et diffusion de la méthodologie des « Écoles durables » en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC), inspirée de l'expérience brésilienne, qui articule six composantes clés pour la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire : (i) menus adaptés et sains, (ii) éducation alimentaire et nutritionnelle et potagers scolaires, (iii) amélioration des infrastructures, (iv) articulation intersectorielle, (v) achats publics issus de l'agriculture familiale et (vi) participation sociale.
- Soutien et accompagnement technique pour l'adoption de cadres législatifs sur l'alimentation scolaire dans plusieurs pays de la région, tels que la Bolivie, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras et le Paraguay.
- Création du Réseau d'alimentation scolaire durable (RAES), visant à renforcer une agenda régional intégré sur l'alimentation scolaire. Le RAES favorise le partage des bonnes pratiques entre les pays membres et promeut l'articulation de réponses collectives aux défis communs rencontrés par les programmes nationaux.



Brésil-PAM (depuis 2010)



ACTIVITÉS:

- Réalisation de missions techniques et de haut niveau au Brésil pour favoriser l'échange d'expériences et de connaissances sur la gestion et la mise en œuvre du PNAE, aboutissant à des plans d'action personnalisés pour orienter le suivi de la coopération.
- Réalisation de missions techniques de représentants du gouvernement brésilien et du Centre d'excellence contre la faim, visant à soutenir le renforcement institutionnel et la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire durables.
- Soutien à la participation active des représentants du gouvernement brésilien dans des forums mondiaux et à l'organisation d'événements internationaux stratégiques, tels que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et le *Forum mondial sur la nutrition des enfants (CGNF)*.
- Élaboration et diffusion de publications techniques et de produits de connaissances multilingues, incluant des études de cas, des notes de politique (policy briefs) et des publications techniques sur l'alimentation scolaire, la nutrition et l'agriculture familiale.
- Coopération technique directe avec les pays partenaires, par l'envoi d'experts et de consultants dans des domaines tels que la formulation et le suivi des politiques, la nutrition et la protection sociale.

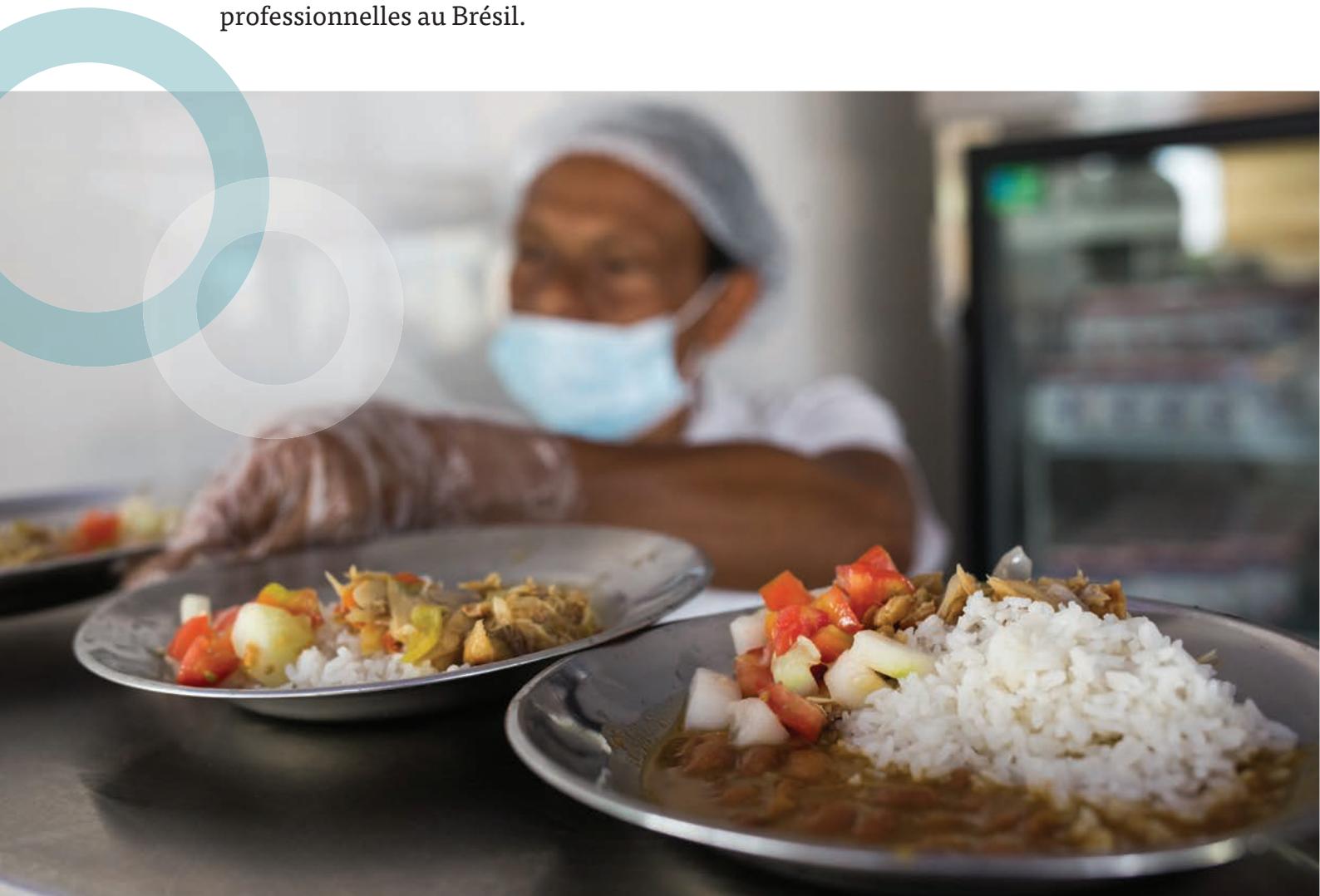


RÉSULTATS:

- Contribution à l'adoption de la Décision 589/2016 de l'Union africaine, qui a conduit à la Stratégie continentale pour l'éducation en Afrique, laquelle reconnaît les programmes d'alimentation scolaire liés à l'agriculture familiale comme des instruments efficaces de génération de revenus et de réduction du décrochage scolaire.
- Soutien à l'adoption du 1er mars comme date officielle de célébration de la Journée africaine de l'alimentation scolaire.
- Contribution directe aux avancées législatives et institutionnelles en matière d'alimentation scolaire, telles que la Loi sur l'alimentation scolaire du Togo, le Plan stratégique d'alimentation scolaire du Kenya, la formulation de la Politique

nationale du Malawi, ainsi que le processus de transition de São Tomé-et-Príncipe vers un programme national d'alimentation scolaire dirigé au niveau national.

- Encouragement à la formulation ou à la révision de politiques nationales, ainsi que soutien à l'élaboration de cadres légaux ou réglementaires dans divers pays.
- Développement et mise en œuvre de l'initiative « Visite virtuelle: Brésil », créée pendant la pandémie de COVID-19 et maintenue jusqu'à aujourd'hui, en tant qu'alternative efficace et peu coûteuse pour l'échange de connaissances techniques entre les pays du Sud global.
- Valorisation du rôle des professionnels de l'alimentation scolaire, en particulier des nutritionnistes et des cuisinières, considérés comme des acteurs clés de la durabilité et de la qualité des programmes, influençant la conception de politiques dans plusieurs pays partenaires. La promotion du programme « Vie de cantinières », en 2024 et 2025, permet de partager avec des pays africains lusophones et latino-américains le rôle fondamental attribué à ces professionnelles au Brésil.



Brésil-PNUD (2007-2020)



ACTIVITÉS:

- Soutien aux actions de promotion du développement et à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire durable (PAES), à travers le renforcement des capacités et le partage de technologies sociales brésiliennes avec des pays en développement. Ces actions comprennent, entre autres, la réalisation de missions techniques et de haut niveau, l'organisation de séminaires et d'ateliers, ainsi que l'élaboration et la systématisation de publications relatives à l'alimentation scolaire dans les politiques publiques des pays partenaires de la coopération brésilienne.
- Promotion de synergies entre les initiatives du gouvernement brésilien, la FAO et le PAM, en vue de réaliser des missions techniques et de haut niveau de pays du Sud vers le Brésil, ainsi que des missions de représentants du gouvernement brésilien dans ces pays, afin de partager des informations et de bonnes pratiques liées au PNAE.



RÉSULTATS:

- Contribution à la création, au renforcement et à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire dans les pays du Sud global, ainsi qu'à leur intégration dans les politiques publiques locales grâce au renforcement des capacités et au partage de technologies sociales brésiliennes avec les pays en développement.
- Acquisition et distribution de kits d'hygiène (lavabos pour le lavage des mains), de conservation (réfrigérateurs) et de préparation des aliments (ustensiles de cuisine) pour des écoles présélectionnées dans 11 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en vue d'assurer le retour en toute sécurité des élèves pendant et après la pandémie. L'action a été mise en œuvre dans le cadre du partenariat entre le Brésil et le PNUD, avec le soutien de la FAO, atteignant 558 écoles et plus de 100.000 élèves de la région Amérique latine et Caraïbes.

Brésil-Fonds IBAS (2023-2025)



ACTIVITÉS:

- Réalisation d'une visite technique de représentants du gouvernement du Congo au Brésil afin de connaître les programmes d'achats institutionnels et la production alimentaire issue de l'agriculture familiale.
- Organisation de missions techniques du gouvernement brésilien et du Centre d'Excellence contre la Faim en République du Congo, dans le but de promouvoir l'échange de bonnes pratiques et d'expériences dans les domaines de l'alimentation scolaire, de l'assistance technique et de la vulgarisation rurale.
- Tenue de webinaires sur les politiques agricoles, les achats institutionnels, le suivi et l'évaluation de l'alimentation scolaire ainsi que sur le contrôle social.
- Cartographie de la production agricole locale congolaise et identification de produits adaptés à l'alimentation scolaire, avec remise d'équipements et d'ustensiles à 10 écoles et 10 associations pilotes de producteurs.
- Publication d'outils et de matériels sur les politiques agricoles, les achats institutionnels, le suivi et l'évaluation de l'alimentation scolaire et le contrôle social.



RÉSULTATS:

- Renforcement des espaces de dialogue multisectoriel entre les institutions congolaises et amélioration des capacités techniques du pays pour planifier, mettre en œuvre et suivre les programmes gouvernementaux liés à l'accès des agriculteurs familiaux aux marchés locaux, en vue de consolider le programme national d'alimentation scolaire.



3

À L'Honneur: Coopération Sud-Sud et Initiatives Internationales en Matière D'alimentation Scolaire

Afin de contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030, en particulier des Objectifs de Développement Durable (ODD) 1 (éradication de la pauvreté), 2 (faim zéro et agriculture durable) et 4 (éducation de qualité), le Brésil a commencé, à partir de 2018, à jouer un rôle de premier plan dans les espaces internationaux consacrés à la promotion de l'alimentation scolaire. Cette action s'est concrétisée à travers la Coopération Sud-Sud et d'autres initiatives de la politique étrangère brésilienne liées à ce thème.

Réseau d'alimentation scolaire durable (RAES)

Créé en 2018, en réponse à la Décennie des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), le Réseau pour l'Alimentation Scolaire Durable (RAES) est dirigé par le Brésil avec l'appui et le secrétariat de la FAO, dans le cadre des actions « Meilleure nutrition » portées par cet organisme. Ce réseau vise à accompagner les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la mise en œuvre et l'amélioration de leurs programmes et politiques d'alimentation scolaire, fondés sur le principe du droit humain à une alimentation adéquate. Depuis sa création, la RAES s'emploie à promouvoir le dialogue, développer les capacités et encourager l'échange d'expériences et d'informations, afin de consolider les programmes d'alimentation scolaire dans la région et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Le réseau ambitionne également de représenter la voix des pays de la région sur la question de l'alimentation scolaire, en consolidant un agenda régional et en apportant sa contribution aux objectifs de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire et de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. La RAES compte aujourd'hui 18 pays membres et reste ouverte à de nouvelles adhésions de pays de la région.



 <https://redraes.org>

Communauté des pays de langue portugaise (CPLP)



Depuis 2018, la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), composée de l'Angola, du Brésil, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, de la Guinée équatoriale, du Mozambique, du Portugal, de São Tomé-et-Príncipe et du Timor oriental, favorise l'échange d'expériences sur l'alimentation scolaire entre ses États membres, au travers de séminaires thématiques organisés en partenariat avec des organismes internationaux tels que le PAM et la FAO. Ces rencontres ont permis de renforcer l'articulation des politiques publiques liées à la sécurité alimentaire, à l'éducation et au soutien à l'agriculture familiale. En 2022, la thématique a été intégrée dans le Plan stratégique de coopération en éducation de la CPLP (2022-2026), dans l'Axe II – Alimentation, nutrition et santé scolaire, avec un accent sur la promotion d'environnements scolaires sains et la mise en œuvre de programmes nationaux intégrés. Cette initiative réaffirme l'engagement de la CPLP pour la promotion du droit humain à une alimentation adéquate, en synergie avec la Stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la CPLP (ESAN-CPLP). La CPLP est devenue membre de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire en décembre 2024, à l'occasion de la Conférence de haut niveau de la Communauté, tenue à São Tomé-et-Príncipe.

 www.cplp.org

Coalition pour l'Alimentation Scolaire

Crée lors du Sommet des systèmes alimentaires des Nations Unies en 2021, la Coalition pour l'Alimentation Scolaire rassemble aujourd'hui plus de 110 pays et organismes régionaux, ainsi que plus de 140 partenaires, parmi lesquels des organisations internationales, des banques de développement, des institutions philanthropiques, le monde universitaire et la société civile. Son objectif est de garantir qu'avant 2030, chaque enfant bénéficie d'une alimentation saine et nutritive en milieu scolaire. Placée sous le secrétariat du Programme alimentaire mondial (PAM), la Coalition vise à mobiliser des engagements politiques et à proposer des solutions concrètes pour étendre à l'échelle mondiale les programmes d'alimentation scolaire. Le Brésil a rejoint la Coalition en 2021 et en a assumé la codirection en 2023, aux côtés de la France et de la Finlande, à l'occasion du 1er Sommet mondial, tenu à Paris. En 2025, le Brésil accueillera le 2e Sommet mondial de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, à Fortaleza, dans l'État du Ceará.



 www.schoolmealscoalition.org

Fonds IBAS

Le Fonds Inde–Brésil–Afrique du Sud de lutte contre la pauvreté et la faim (Fonds IBAS) est une initiative pionnière réunissant trois pays en développement – démocratiques, multiethniques et multiculturels – au bénéfice d'autres nations du Sud global, en partenariat avec le système des Nations Unies. Son objectif est d'identifier des projets réplicables et évolutifs, susceptibles d'être diffusés auprès des pays en développement intéressés, comme exemples de bonnes pratiques dans la lutte contre la pauvreté et la faim. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) assure la gestion du Fonds et chaque projet est mis en œuvre par une agence de l'ONU qui fournit un appui technique et assure la gestion sur le terrain, conformément à son mandat. En 2023, une initiative a été signée entre les gouvernements de la République du Congo et du Brésil, ainsi que le Programme alimentaire mondial (PAM), afin de soutenir l'accès des petits producteurs aux marchés congolais, y compris pour l'alimentation scolaire.



 www.ibsa-trilateral.org

Programme conjoint Brésil-Agences de Rome

Dans le but de renforcer l'avantage comparatif des organismes internationaux impliqués dans les initiatives de Coopération Sud-Sud trilatérale (CSST) en alimentation scolaire et agriculture familiale, l'ABC, en partenariat avec les agences basées à Rome (FAO, FIDA et PAM), a conçu le Programme conjoint pour le renforcement de la connexion entre l'agriculture familiale et l'alimentation scolaire.

En 2023, les institutions brésiliennes partenaires (FNDE, MDA et MDS) ont participé à un atelier de promotion de subventions pour l'élaboration de la stratégie, à Rome, et contribueront aux phases de planification et de mise en œuvre de projets pilotes dans un pays d'Amérique latine et des Caraïbes (Guatemala) et un autre en Afrique (Kenya).



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Investing in rural people



WFP
Programme
Alimentaire
Mondial
Centre d'Excellence
contre la Faim

Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté

L'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté a été créée dans le cadre de la présidence brésilienne du G20, afin de soutenir et d'accélérer les efforts visant à éradiquer la faim et la pauvreté (Objectifs de Développement Durable – ODD 1 et ODD 2), tout en réduisant les inégalités (ODD 10). Au cœur de l'Alliance se trouve le Policy Basket, un ensemble d'instruments politiques rigoureusement évalués, garantissant que les investissements des bailleurs de fonds soient dirigés vers des initiatives à fort impact et coût-efficaces. Agissant comme un facilitateur neutre, l'Alliance construit des partenariats et mobilise des ressources financières et de savoir-faire pour mettre en œuvre ces instruments politiques. L'alimentation scolaire constitue l'une des principales politiques intégrées au Panier de Politiques de l'Alliance, à partager avec les pays intéressés.



 www.globalallianceagainsthungerandpoverty.org

Autres stratégies avec la participation du Brésil

Force opérationnelle Brésil-FAO-PAM

Le Brésil a encouragé la mise en place d'une force opérationnelle visant à discuter des modalités d'intégration des actions en matière d'alimentation scolaire avec la FAO et le PAM, initialement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le groupe comprend des représentants du Brésil (MRE: ABC et CGSAN, FNDE), du secrétariat de la RAES, des bureaux régionaux de la FAO et du PAM, ainsi que du Centre d'Excellence contre la Faim du PAM, à Brasilia.

Action conjointe Brésil-France-PAM

Sur la base du Nouveau Plan d'action stratégique Brésil-France, les deux gouvernements et le PAM, par l'intermédiaire du Centre d'Excellence contre la Faim, à Brasilia, négocient un mécanisme de coopération Sud-Sud trilatérale, en matière d'alimentación scolaire, et qui concerne des pays du Sud global.

Actions Brésil - Consortium de recherche en Santé e Nutrition de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire

Convaincu de l'importance des preuves scientifiques, le Brésil s'engage dans la promotion d'études et de recherches portant sur le PNAE, menées par le Consortium de recherche en santé et nutrition de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, en partenariat avec le FNDE, des universités brésiliennes et des partenaires stratégiques tels que l'ABC, la RAES et le Centre d'Excellence contre la Faim du PAM.

4

Chronologie de L'alimentation Scolaire dans la Coopération Sud-Sud Brésiliennes et dans la Politique Étrangère du Pays

Lancement du
programme
Faim Zéro

2003

2004

Premières demandes
de coopération
en alimentation
scolaire adressées au
Brésil par des pays
d'Amérique latine et
des Caraïbes et des
pays lusophones

2005

Création de la
CGFome





| 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|---|--|--|--|
| Mise en place de la première initiative bilatérale avec São Tomé-et-Príncipe, avec le soutien du PNUD | Signature de l'accord CSS trilatéral Brésil-FAO Signature du projet bilatéral avec le Bolivie et Cap-Vert | Signature de la première initiative CSS trilatérale en alimentation scolaire BRA-FAO Adoption de la loi régissant l'alimentation scolaire au Brésil | Signature de l'accord Brésil-PAM Signature du protocole d'entente Brésil-PAM-Mozambique | Signature du projet trilatéral Brésil-PAM-Mozambique Création du Centre d'Excellence contre la Faim du PAM à Brasilia Signature du projet trilatéral Brésil-PNUD pour le Sud global |



| 2013 | 2014 | 2016 | 2018 | 2020 |
|---|---|--|--|---|
| <p>Signature du projet bilatéral avec le Timor-Oriental</p> <p>Signature du projet trilatéral Brésil-FAO-Afrique</p> <p>Signature du projet trilatéral Brésil-USAID-Mozambique</p> <p>Tenue du GCNF en Bahia</p> | <p>Début du projet Brésil-Royaume-Uni-PAM</p> <p>Initiative Brésil-PAM et Fondation Bill et Melinda Gates</p> | <p>Visite de l'Union africaine au Brésil et adoption de la Décision 589 de l'Union africaine, établissant la Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique et reconnaissant l'importance de la connexion entre l'alimentation scolaire et l'agriculture familiale</p> | <p>1er Séminaire sur l'alimentation scolaire de la CPLP</p> <p>Signature du projet bilatéral Brésil-Suriname</p> <p>Signature du projet trilatéral avec le Mozambique et la Guinée-Bissau</p> | <p>Création de la RAES</p> <p>1er Séminaire sur l'alimentation scolaire de la CPLP</p> <p>Signature du projet bilatéral Brésil-Suriname</p> <p>Signature du projet trilatéral avec le Mozambique et la Guinée-Bissau</p> <p>Développement d'outils à distance pour la CSST en alimentation scolaire pendant la pandémie</p> |



| L'ALIMENTATION SCOLAIRE DANS LA COOPÉRATION SUD-SUD BRÉSILIENNE | | | | |
|---|--|---|--|---|
| L'ALIMENTATION SCOLAIRE DANS LA COOPÉRATION SUD-SUD BRÉSILIENNE | | | | |
| 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| <p>Tenue de la 1^{er} Visite d'études virtuelle Brésil-PAM</p> <p>Création de la Coalition pour l'alimentation scolaire</p> <p>Adhésion du Brésil à la Coalition pour l'alimentation scolaire</p> | <p>L'alimentation scolaire est incluse dans la Stratégie de coopération en éducation de la CPLP</p> | <p>Création de la CGSAN/MRE</p> <p>Signature du projet Fonds IBAS-CON-PAM</p> <p>Le Brésil assume la co-présidence de la Coalition pour l'alimentation scolaire, avec la France et la Finlande, lors du 1^{er} Sommet de la Coalition à Paris</p> | <p>Inclusion de l'alimentation scolaire dans le Panier de Politiques de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté</p> <p>Création de la Force opérationnelle pour l'alimentation scolaire en ALC</p> | <p>Début des actions conjointes entre le Brésil et le Consortium de recherche de la Coalition pour l'alimentation scolaire</p> <p>Adhésion de la CPLP à la Coalition pour l'alimentation scolaire</p> |

À Propos des Partenaires

Agence Brésilienne de Coopération (ABC)

L'Agence brésilienne de coopération (ABC) du Ministère des Affaires



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



étrangères (MRE) a été créée en 1987 pour planifier, coordonner, négocier, approuver, exécuter, suivre et évaluer des programmes, projets et activités de coopération technique pour le développement dans tous les domaines du savoir, du pays vers l'étranger et de l'étranger vers le pays, sous des formats bilatéral, trilatéral ou multilatéral. Depuis 2019, elle est également chargée de coordonner la coopération humanitaire promue par le gouvernement brésilien. Au fil des ans, le Brésil, qui auparavant se limitait à recevoir une assistance technique de pays développés et d'organismes internationaux, est devenu un acteur actif de la coopération internationale. Pour l'exécution de ses actions, l'ABC collabore avec environ 120 entités nationales coopérantes, publiques et privées, entretient des alliances stratégiques avec des pays développés, ainsi que des partenariats avec 45 organismes internationaux, des blocs régionaux et extrarégionaux, et met en œuvre des projets de coopération dans plus de 100 pays en développement, y compris les pays de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) et des pays de moindre développement relatif. L'alimentation scolaire constitue un thème prioritaire de la coopération Sud-Sud trilatérale, avec le Fonds national de développement de l'éducation (FNDE) comme principal partenaire technique et financier. Grâce à la collaboration avec des organismes internationaux, l'ABC contribue à la diffusion du PNAE auprès des pays du Sud global.



<https://www.gov.br/abc/en>

Fonds National de Développement de L'éducation (FNDE)

Le Fonds national de développement de l'éducation (FNDE), établissement public rattaché au Ministère de l'Éducation,



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION



est l'organe responsable de la gestion du Programme national d'alimentation scolaire (PNAE) au Brésil. Ce programme vise à fournir une alimentation scolaire adéquate et saine aux élèves inscrits à tous les niveaux et dans toutes les modalités de l'enseignement de base dans le réseau public sur l'ensemble du territoire national. Il constitue la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle la plus consolidée du Brésil, ayant débuté dès les années 1950. Aujourd'hui, le programme distribue plus de 50 millions de repas quotidiens à environ 39 millions d'élèves, dans 144.000 écoles relevant des niveaux étatiques, municipaux et fédéraux. Au cours de son évolution historique, le programme a progressé dans plusieurs domaines, notamment : la décentralisation des ressources fédérales, la création des Conseils d'alimentation scolaire (CAE), la présence de nutritionnistes comme responsables techniques, des partenariats avec des institutions fédérales d'enseignement supérieur, ainsi que diverses initiatives et directives en matière d'éducation alimentaire et nutritionnelle. La loi 11.947/2009 a introduit des innovations significatives, telles que l'obligation pour les États et les municipalités d'utiliser au moins 30 % des ressources transférées par le gouvernement fédéral pour l'acquisition de produits issus de l'agriculture familiale, générant ainsi une source stable de revenus pour plus de 40.000 agriculteurs et agricultrices familiales au Brésil. Plus récemment, la priorité accordée aux groupes formels et informels de femmes, aux agriculteurs et entrepreneurs familiaux ruraux, ainsi qu'aux organisations de communautés traditionnelles indigènes et quilombolas et aux associations de réforme agraire, a été reconnue dans le processus de sélection pour la commercialisation d'aliments dans le cadre du PNAE. Le programme a également fixé une réduction du pourcentage maximal d'acquisition d'aliments transformés et ultra-transformés.



www.gov.br/fnde/pt-br

Ministère du Développement Agraire et de L'agriculture Familiale (MDA)

Le Ministère du Développement agraire et de l'Agriculture familiale (MDA) a été recréé par le décret n° 11.396 du 21 janvier 2023. Sa mission est de renforcer l'agriculture familiale et de démocratiser l'accès à la terre afin de stimuler une production durable d'aliments sains pour la population brésilienne et de promouvoir le bien-vivre des populations rurales, riveraines et forestières.

MINISTRY OF
AGRARIAN
DEVELOPMENT
AND FAMILY FARMING

BRAZILIAN GOVERNMENT
BRASIL
STANDING WITH THE BRAZILIAN PEOPLE



www.gov.br/mda/pt-br

Ministère du Développement et de L'action Sociale, de la Famille et de la Lutte Contre la Faim (MDS)

Le Ministère du Développement et de l'Action sociale, de la Famille et de la Lutte contre la Faim (MDS) est l'organe fédéral responsable des politiques nationales de développement et d'action sociale, de revenu de citoyenneté, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que de la gestion du Registre unique des programmes sociaux. Il revient au MDS d'assurer la coordination avec les gouvernements fédéral, étatiques, du district fédéral et municipaux, ainsi qu'avec la société civile, pour l'établissement des orientations de ces politiques nationales. Le ministère est chargé de la normalisation, de l'orientation, du suivi, de l'évaluation et de la supervision des plans, programmes et projets liés à ces politiques publiques. Le MDS est également un partenaire stratégique dans le cadre des actions développées en coopération Sud-Sud trilatérale, permettant aux pays intéressés par les achats institutionnels, notamment ceux liés au PNAE, de mieux connaître, de manière articulée, les politiques brésiliennes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.



www.gov.br/mds/pt-br

MINISTRY OF
SOCIAL DEVELOPMENT
AND ASSISTANCE, FAMILY
AND FIGHT AGAINST HUNGER

BRAZILIAN GOVERNMENT
BRAZIL
STANDING WITH THE BRAZILIAN PEOPLE

Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Porté par la demande croissante des pays, le Programme alimentaire mondial (PAM), connu internationalement sous le nom de World Food Programme (WFP), est la plus grande agence humanitaire du monde dédiée à la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire. Fondé en 1961 et rattaché aux Nations Unies, le PAM opère dans plus de 120 pays et territoires, en fournissant une assistance alimentaire d'urgence, en promouvant la nutrition et en soutenant les communautés vulnérables afin de renforcer leur résilience face aux crises. En tant que partenaire de la Coopération Sud-Sud Trilatérale (CSST), le PAM appuie les acteurs nationaux dans le partage de solutions, de bonnes pratiques et d'enseignements issus de l'expérience d'autres pays, en mobilisant une large gamme de modalités de coopération : visites d'étude, assistance technique, renforcement des capacités, plaidoyer politique, entre autres. Depuis l'établissement du Centre d'Excellence contre la Faim du PAM, en 2011 à Brasília, plus de 80 pays du Sud global ont pris part à des actions de coopération Sud-Sud trilatérale en matière d'alimentation scolaire, dans le cadre du partenariat avec le gouvernement brésilien.



www.fr.wfp.org

Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud (UNOSSC)



Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud vise à renforcer la coopération Sud-Sud et trilatérale en tant que moyen d'accélérer le rythme et l'ampleur de l'action en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable. Pour contribuer à cet objectif, le Bureau concentre ses efforts sur trois résultats couvrant les domaines suivants : a) promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de coopération Sud-Sud et trilatérale ; (b) renforcer la capacité des Nations Unies à fournir un appui à la coopération Sud-Sud et trilatérale ; (c) promouvoir l'échange de connaissances, le renforcement des capacités ainsi que le développement et le transfert de technologies dans le cadre de la coopération Sud-Sud et trilatérale, afin de permettre aux pays en développement de poursuivre un développement plus résilient et durable. Ces résultats seront atteints au moyen de cinq services : (a) facilitation et rapports sur les processus intergouvernementaux ; (b) développement des capacités ; (c) co-création et gestion des connaissances ; (d) laboratoire de solutions pour la coopération Sud-Sud et trilatérale ; (e) gestion des fonds fiduciaires.



<https://unsouthsouth.org/>

Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a pour mission de réduire la pauvreté en milieu rural en perfectionnant les compétences des paysans, des femmes et des jeunes par des interventions axées sur la sécurité alimentaire, l'inclusion dans la chaîne de production agricole et l'adaptation au changement du climat. Depuis sa création en 1977, le FIDA a investi plus de 23,2 milliards de dollars sous forme de dons et de prêts concessionnels au bénéfice d'environ 518 millions de personnes. Le Fonds travaille, en partenariat avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les institutions financières et les fonds mondiaux, à la mobilisation de ressources à grande échelle en vue de promouvoir des solutions adaptées à la réalité des zones rurales et de leurs collectivités. Grâce à la combinaison de ces investissements dans l'assistance technique, le renforcement des chaînes de valeur et la commercialisation des produits issus de l'agriculture familiale, le FIDA entend rendre les populations rurales plus autonomes en leur fournissant les outils et les ressources afin de garantir leur sécurité alimentaire, leurs revenus et leur résilience au changement climatique.



www.ifad.org/fr/accueil

Organisation des Nations Unies pour L'alimentation et L'agriculture (FAO)



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

La FAO est l'une des agences spécialisées de l'ONU dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'agriculture et du développement durable. Son siège se trouve à Rome, en Italie, et elle compte 194 États membres. Depuis 2009, le Programme de coopération Brésil-FAO en matière d'alimentation scolaire, alliance entre le Fonds national de développement de l'éducation (FNDE), l'Agence brésilienne de coopération (ABC) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), développe des actions destinées à renforcer et institutionnaliser les programmes d'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC). La coopération a encouragé des actions visant l'offre de menus sains et adaptés, les achats publics auprès de l'agriculture familiale, l'amélioration des infrastructures scolaires, ainsi que des initiatives d'éducation alimentaire et nutritionnelle (EAN), telles que la mise en place de potagers scolaires, des échanges d'expériences, des formations et des visites techniques entre 26 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), dans le cadre du Réseau d'alimentation scolaire durable (RAES).



www.fao.org/home/fr

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)



Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est l'organisme mondial de développement des Nations Unies, qui promeut le changement et relie les pays aux connaissances, aux expériences et aux ressources nécessaires pour aider les États et leurs populations à construire une vie meilleure. Le PNUD travaille dans environ 170 pays et territoires, contribuant à éradiquer la pauvreté, à réduire les inégalités et l'exclusion, et à renforcer la résilience afin que les pays puissent se développer de manière durable. En tant qu'organisme de développement de l'ONU, le PNUD joue un rôle essentiel en appuyant les pays dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). En partenariat avec le gouvernement brésilien, le PNUD a lancé une initiative visant à soutenir la durabilité des programmes d'alimentation scolaire dans le Sud global, en favorisant les synergies et en renforçant les partenariats du gouvernement brésilien avec le PAM et la FAO.



www.undp.org/fr



